



« On est en train de recréer l'EI à Al-Hol »

par LUC MATHIEU

La situation humanitaire est très dégradée dans le camp géré par les Kurdes et la Croix-Rouge où s'entassent des femmes et des enfants de jihadistes.

Des camps surpeuplés, des autorités kurdes dépassées et une communauté internationale indifférente. La plupart des femmes et enfants français capturés ces derniers mois alors qu'ils s'échappaient des dernières zones contrôlées par l'Etat islamique ont abouti à Al-Hol, dans le nord-est syrien. Ils vivent dans une enceinte au grillage fatigué et aux tentes blanches alignées, séparés des Syriens et des Irakiens.

Il n'y a pas d'estimation précise du nombre total de personnes installées à Al-Hol. Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), elles seraient entre 80 000 et 100 000, dont 10 000 étrangers, originaires d'une quarantaine de pays. A sa création dans les années 90, le camp n'accueillait que 5 000 réfugiés irakiens. « *Vu les chiffres, les autorités kurdes et le CICR sont débordés pour enregistrer et établir l'identité de ceux qui arrivent* », s'est alarmé mardi **Peter Maurer**, directeur du CICR, en visite dans le camp.

Chaos.

L'afflux s'est intensifié ces trois derniers mois, alors que les combattants des Forces démocratiques syriennes, une alliance kurdo-arabe, avançaient face aux jihadistes de l'Etat islamique le long de l'Euphrate. Le califat de l'Etat islamique est désormais annihilé mais personne, ni les autorités kurdes ni la coalition internationale, n'avait anticipé qu'autant de personnes pouvaient sortir de ce qu'il restait du «califat» autoproclamé. « *Les conditions de vie deviennent de plus en plus misérables. Il faut souvent attendre jusqu'à huit heures pour remplir des bidons d'eau. Et les colis alimentaires mensuels sont parfois retardés à cause des bagarres* », raconte une proche d'une jihadiste française enfermée dans le camp. Il n'y a pas d'hôpital, seule une ONG dispense des soins basiques. Les maladies et la diarrhée se propagent. Le chaos est entretenu par les femmes les plus radicales, toujours ferventes partisans de l'Etat islamique. Il y a parmi elles des Françaises, qui se font enregistrer sous de faux noms étrangers pour éviter d'être éventuellement rapatriées. Elles considèrent celles

qui veulent rentrer comme des « *mécréantes* » et n'hésitent pas à les agresser, parfois avec des couteaux, ou en menaçant de brûler leur tente.

« *C'est une catastrophe, on est en train de recréer l'Etat islamique dans ce camp* », dit **Marie Dosé**, avocate de plusieurs familles dont les enfants ou les petits-enfants sont partis en Syrie. Les plus vulnérables restent les orphelins, nés ou non dans le pays. Le CICR estime qu'ils sont plusieurs centaines. Tous ne sont pas identifiés formellement. Certains ont été récupérés il y a des mois par des femmes jihadistes qui connaissaient leurs parents. D'autres l'ont été beaucoup plus récemment, pris dans le flot de ceux qui fuyaient les derniers combats. La grande majorité n'ont pas de papiers et aucune existence légale. « *La situation dégénère. Il y a des enfants blessés, des bébés abandonnés. Certains ont été pris en charge par les femmes les plus radicalisées, qui ne veulent pas les rendre. Elles peuvent aussi les déclarer sous de faux noms, ou simplement dire que ce sont leurs enfants* », explique Marie Dosé.

Nécessité.

Les autorités kurdes alertent depuis des mois sur la situation des trois camps du nord de la Syrie qui accueillent les femmes et les enfants. Mercredi, la France a alloué une aide humanitaire d'un million d'euros, sous forme notamment de tentes et de biens de première nécessité. Mais Paris refuse toujours de répondre aux demandes kurdes de rapatriement de ses ressortissants. « *Nous sommes face à une situation extrêmement complexe et dramatique mais personne ne semble prêt à mettre en place les structures et les processus pour aller plus loin que la seule aide d'urgence* », a déploré mardi le directeur du CICR. ■